



COMMUNIQUE AFRIQUE

(Ezulwini, Swaziland 2011)

Le troisième atelier de l'Afrique de la réunion du Groupe de Contact en Afrique pour la Santé Mentale et la Surdité    Ezulwini, au Swaziland du 7-11 Février 2011, a réuni 130 délégués (79 sourds et 51 entendants) représentant 34 pays africains ont convenu de la déclaration suivante.

Le 3e atelier Afrique (ci-après l'atelier) souhaite informer tous les acteurs concernés et les parties prenantes dans le secteur public et privé que les délégués ont vigoureusement participé aux discussions et résolutions relatives à travailler ensemble pour un avenir meilleur pour les personnes sourdes et leurs familles en Afrique. L'atelier invite toutes les entités de la société à unir leurs efforts pour donner effet au thème «Travaillons ensemble pour un avenir meilleur pour les personnes sourdes et leurs familles en Afrique» de l'Atelier.

L'atelier invite les gouvernements, qui ne l'ont pas encore fait, de mettre les lois et réglementations en place pour veiller à ce que la langue des signes prend sa «juste place aux côtés des autres langues officielles dans les pays - en particulier dans les écoles et les formations pour donner un accès égal aux Sourds à l'  cole et l'enseignement supérieur. L'atelier invite les gouvernements à mettre en place des critères, règles et réglementations pour exiger que les enseignants des sourds ont des compétences en langue des signes avant d'entrer dans l'éducation des Sourds. L'atelier encourage les enseignants des Sourds    exceller en langue des signes dans les deux ans entrant dans l'éducation des Sourds et exhorte les gouvernements à imposer des règles et des réglementations en place pour aider les enseignants à atteindre la maîtrise nécessaire.

L'atelier se déclare préoccupé par le fait que les enfants Sourds de parents entendants ne sont pas exposés à la langue des signes dans leur petite enfance et exhorte les ministères concernés; les ONG et les écoles à mettre en place des programmes de soutien pour les parents à apprendre la langue des signes peu de temps après la naissance de l'enfant Sourd.

L'Atelier demande que toutes les parties concernées de la société comprenant les personnes Sourdes dans le processus de la prise de décision.

L'atelier demande à ce que la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées soit respectée en particulier quand il s'agit de personnes Sourdes. L'Atelier appelle les pays africains à ratifier la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et de veiller à ce que la législation soit alignée avec elle .

L'atelier sensibilise les services de la santé et de la santé mentale sur le fait que les sourds Sont confrontés à d'énormes barrières de communication et à la discrimination quand ils ont besoin d'accéder aux services. L'atelier avise les gouvernements risque d'un mauvais diagnostic et un

UNITING EFFORTS TO IMPROVE THE QUALITY OF LIFE OF DEAF PEOPLE IN AFRICA

SECRETARIAT

traitement inapproprié en raison de l'inefficacité de la communication des professionnels de la santé et de la santé mentale. Ceci s'applique également aux services judiciaires et de leurs professionnels.

L'atelier est fermement convaincu que davantage peut être fait par les autorités pour assurer l'égalité d'accès à l'information pour les personnes Sourdes.

L'atelier souligne avec insistance que la communication accessibles dans la langue de la personne Sourde est essentielle, qui comprend les exigences obligatoires de fournir gratuitement les supports de communication appropriés et efficaces aux personnes Sourdes quand elles sont admises dans un établissement psychiatrique, à être informées des procédures de traitement, ou quand elles sont arrêtées par la police, ou quand elles comparaissent en justice ou devrait-il y avoir n'importe qu'elle action contre une personne Sourde par l'Etat.

Adopté le 11 Février 2011 à Ezulwini, au Swaziland

Abdelaziz Arssi

Président

Deborah Oyuu Iyute

Vice-président

A L Smit

Secrétaire exécutif

Soussigné par les délégués:

ALGERIE, BURKINA FASO, BURUNDI, BOTSWANA, CAMEROUN, CONGO/BRAZZA, TCHAD, RDC, EGYPTE, ETHIOPIE, GABON, GAMBIE, GHANA, KENYA, LESOTHO, MAURITANIE, ILES MAURCE, MALAWI, MAROC, MALI, MADAGASCAR, NIGERIA, NAMIBIE, RWANDA, SEYCHELLES, SENEGAL, AFRIQUE DU SUD, SWAZILAND, TOGO, OUGANDA, ZAMBIE, ZIMBABWE